

Financement de la lutte aux changements climatiques : le Canada doit faire sa juste part

Clare Demerse
20 avril 2009



2009 : Le compte à rebours vers Copenhague

- La phase finale des négociations sur le prochain traité mondial sur le climat est prévue pour décembre 2009
- Les 4 grands axes du Plan d'action de Bali :
 - Mesures d'atténuation (réduction des émissions)
 - Mesures d'adaptation
 - Développement et transfert des technologies
 - Financement

Mesures en besoin de financement (Plan d'action de Bali)

- Mesures d'atténuation
 - ex. : Passer du charbon à l'énergie éolienne
 - ex. : Réduire la déforestation
- Mesures d'adaptation
 - ex. : Prévention du paludisme dans les nouvelles zones à risque
- Technologie
 - ex. : Partenariat multipartite pour implanter des systèmes géothermiques
- Renforcement des compétences
 - ex. : Formation sur l'agriculture en situation de sécheresse

Les mesures d'adaptation

- Même sans nouvelles émissions, la planète continuerait à se réchauffer (jusqu'à atteindre le double de la hausse observée jusqu'ici)
- Impacts prévus en Afrique par le GIEC (2020) :
 - Accroissement des problèmes d'approvisionnement en eau potable pour 75 à 250 millions de personnes
 - Déclin de 50 % des productions agricoles non irriguées
- *« Même s'ils ont peu contribué au problème, les pays en développement les plus pauvres seront touchés plus rapidement et plus durement par les changements climatiques » - Sir Nicholas Stern*

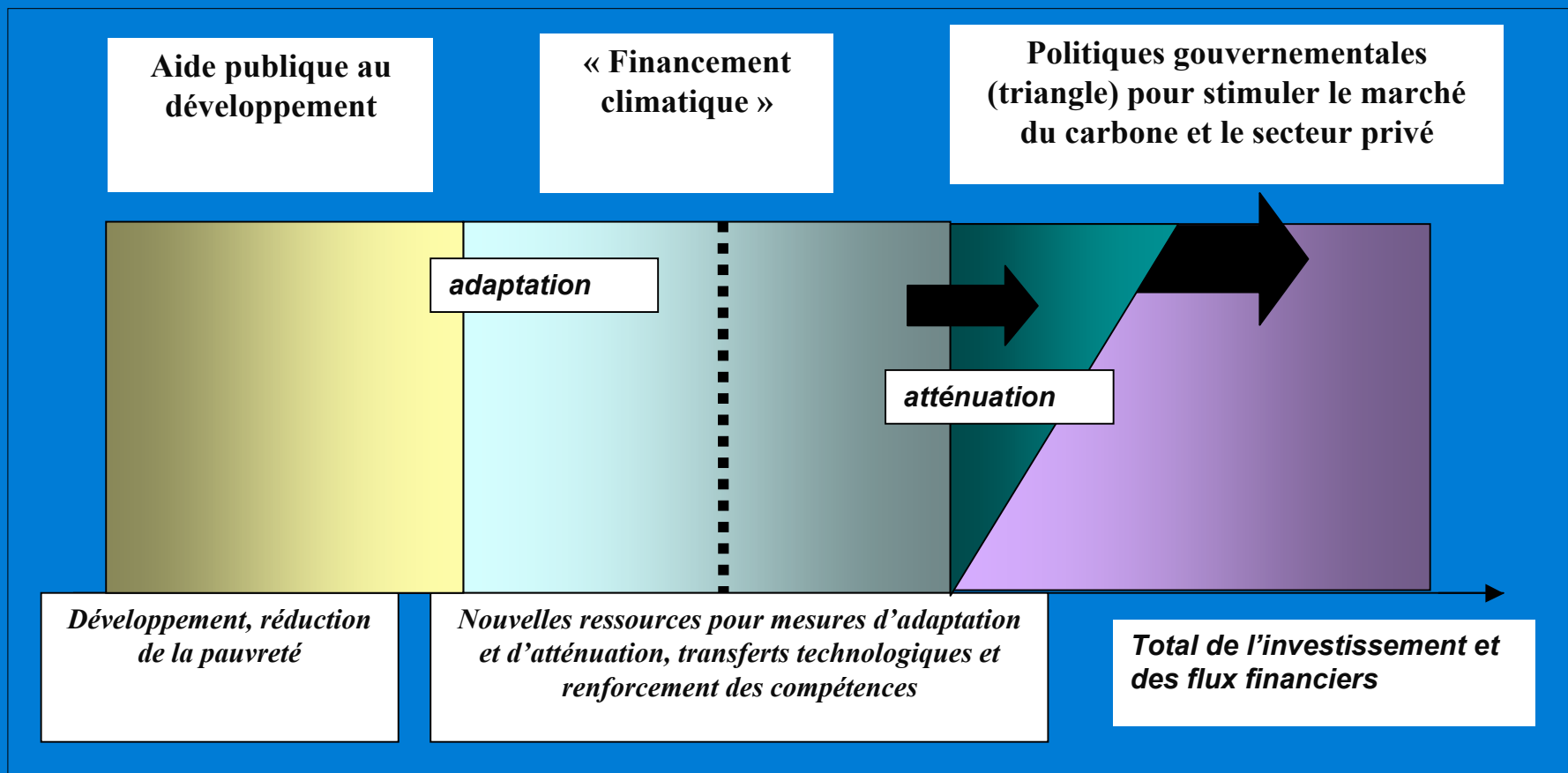
Le problème du financement

- Montant actuellement disponible pour aider les pays les plus vulnérables à s'adapter :
4,4 milliards \$ par année
 - Soit à peine le tiers du montant requis selon les estimations les plus basses - et 26 fois moins que le montant établi par le PNUD
- Les estimations varient énormément en fonction des besoins couverts et des échéanciers
 - Elles s'échelonnent entre 15 et 116 milliards \$ / année
- Ce financement devra sans doute être assuré essentiellement par les gouvernements

Coût des mesures d'atténuation

- En 2030, les pays en développement auront besoin de 85 à 90 milliards \$US / an (CCNUCC)
- Le secteur privé pourrait jouer un rôle plus important (grâce au marché du carbone, par ex.)
- Les études démontrent que :
 - Les mesures d'atténuation sont beaucoup moins coûteuses que le laisser-aller (5 à 20 fois selon Stern)
 - Le coût relatif des mesures d'atténuation est peu élevé (pour 2030, il correspond 1 à 2 % des investissements mondiaux annuels prévus selon la CCNUCC)

Nouveaux fonds et nouvelles sources de financement



Des solutions innovatrices

- Plusieurs pays ont proposé des solutions pour recueillir, gérer et distribuer les fonds requis
 - Norvège, Mexique, G77 et Chine, Suisse, pays les moins avancés, Corée, etc. (mais pas le Canada)
- Il y a des solutions originales et prometteuses pour amasser des fonds à l'échelle internationale (ex. : taxe sur les émissions des compagnies aériennes)
- Le fonds d'adaptation du Protocole de Kyoto est financé par un système innovateur de « partage des revenus »

Le rôle du Canada

- Le Canada a été l'un des premiers contributeurs au Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds PMA) en 2001
- Jusqu'ici, plus de 240 millions \$ ont été versés sous forme d'Aide publique au développement
- Le Canada est la 13^e puissance économique et le 8^e plus grand émetteur de GES au monde
- Nous avons la responsabilité, la capacité (et l'obligation aux termes de la CCNUCC) de faire notre juste part

En route vers Copenhague (1)

Pour jouer un rôle constructif à Copenhague, le Canada doit :

- Reconnaître l'ampleur des besoins (plusieurs dizaines de milliards \$ en fonds publics)
- S'engager à faire sa part :
 - Différentes grilles de calcul indiquent que le Canada doit assumer de **3 à 4 % du financement mondial**
 - Selon les estimations courantes, cela correspond à un montant de **2,2 à 5,7 milliards \$ / année**
 - Le montant intermédiaire (4 milliards \$ / an) est inférieur à la réduction de la TPS de 1 % de 2006

En route vers Copenhague (2)

Pour jouer un rôle constructif à Copenhague, le Canada doit :

- Fournir une réponse appropriée aux propositions déposées par d'autres pays - avant la reprise des négociations, en juin prochain
- En guise de bonne foi en vue de l'entente de Copenhague, verser sa juste part pour répondre aux besoins d'adaptation les plus urgents identifiés par les PMAs, c'est-à-dire au moins 80 millions \$ (sur un total de 1,5 milliard \$US)

Merci



Flickr, aokettun

Les citoyens des pays en développement sont souvent plus vulnérables en cas de catastrophes climatiques parce qu'ils sont plus pauvres, ils n'ont pas d'assurances, et leurs infrastructures publiques sont déficientes.

L'Institut Pembina

- Un OSBL qui oeuvre à travers le Canada
 - recherche, éducation, expertise-conseil, interventions publiques
- Solutions énergétiques écologiques
 - pour les collectivités, les individus, les gouvernements et les entreprises
- Élaboration de politiques
 - changements climatiques et énergie, économie verte, énergies renouvelables



Pour en savoir plus

- <http://climate.pembina.org/>
- Téléchargez le rapport complet, intitulé *Our Fair Share: Canada's Role in Supporting Global Climate Solutions*

Clare Demerse

Directrice associée, Changements climatiques

819-483-6288, poste 24

clared@pembina.org